

Intervention sur la dette au Nord

Plénière d'ouverture *La dette dans tous ces états*

4ème université d'été du CADTM Europe

On m'a effectivement confié la lourde tâche de vous parler de cette crise de la dette européenne. Lourde, au vue du contexte, car cela fait plus de 7 ans aujourd'hui que l'Europe se trouve dans l'œil du cyclone. 7 ans qu'elle subit la plus grande offensive contre les droits sociaux menée depuis la Seconde Guerre mondiale. Pour mener une telle offensive, pour s'attaquer au démantèlement de tant de conquêtes des travailleuses et travailleurs, de tant de résistances sociales, de tant de mouvements de solidarités il fallait réunir un certain nombre d'ingrédients.

Il fallait d'abord une opportunité, une crise par exemple comme le capitalisme en offre tant! Et la crise financière des subprimes en 2008 en était une sublime. Dans une Europe biberonnée à l'idéologie néolibérale depuis près de 30 ans, il était, il est vrai, plus facile de faire trembler les foyers en annonçant un cataclysme financier. En lui prêtant le vocabulaire de la catastrophe naturelle on lui donnait qui plus est le ton tragique, mais tellement opportun, de la fatalité.

Mais en s'en tenant à ce discours, bien qu'inéluctable, la responsabilité de cette crise n'en serait pas moins revenue au capitalisme financier. Qu'à cela ne tienne il suffisait de trouver une autre origine, un bouc émissaire. En arrangeant les courbes, en tordant le bras au fait et en le criant très fort il a suffi de réécrire l'histoire. Non, a-t-on donc pu lire à l'envi, cette situation n'était pas le fait d'une finance déréguler depuis une trentaine d'années. Non elle n'était pas le fruit de la construction d'instruments financiers plus toxiques les uns que les autres qui gavaient les actionnaires des plus grandes banques de rendements à deux chiffres. Nenni messieurs dames! Vous n'aviez pas bien lu les evidences! Cette crise elle était due à (morceaux choisis): « une orgie de dépenses sociales », « la conduite irresponsable d'Etats qui ont vécu au-dessus de leurs moyens, à crédit! », "Etats qui d'ailleurs s'entêtaient dans un modèle social dépassé". Et oui messieurs dames si on s'est retrouvé dans cette situation c'est parce que depuis 30 ans, que dis-je 50, vous avez « trop le cul dans le beurre ». Une fois leur diagnostic dressé les solutions étaient toutes trouvées : puisque la situation était due à trop de dépenses publiques et à une dette publique trop élevé il suffisait de se serrer la ceinture (entendez par là, celle des personnes qui avaient déjà dû percer un nouveau cran).

La pilule était grosse mais pourtant elle passe...ou presque. Car sept ans plus tard où en est-on ?

Du côté de la finance tout d'abord, celle que tant de politiques s'étaient tout de même senti obligés de condamner aux lendemains des faillites bancaires. Sept ans plus tard celle qui devait être mise au pas n'en finit plus de sprinter.

Quelques faits et chiffres pour illustrer le propos....

Si l'on en croit le journal financier la Tribune, qu'on ne peut pas soupçonner de socialisme acharné, la réforme bancaire de l'Union Européenne sera une coquille vide. Voilà ce qu'ils titraient au mois d'avril

dernier. Effectivement, le projet Barnier, déposé en Mai 2014 devant le parlement européen était déjà plus que minimaliste en terme de séparation des activités bancaires de détail et d'investissement, séparation qui paraissait pourtant comme le minimum à mettre en place. Un peu plus d'un an plus tard, et après le passage des quelque 1000 à 1700 lobbystes financiers de Bruxelles, armés d'un budget de 300 millions d'euros...la possibilité d'une loi un tant soit peu sérieuse n'est plus qu'un lointain souvenir. Non seulement la régulation n'a pas lieu mais bien pire que cela ils repassent à l'offensive et préparent aujourd'hui les outils de la dérégulation de demain. *Union des marchés de Capitaux*, retenez ce nom. Il s'agit là du nouveau bébé de la Commission Européenne qui prévoit la création d'une nouvelle vague de produits dérivés via le financement des PME.

Et parlons-en de ces produits dérivés! Alors qu'ils ont été clairement identifié comme un des éléments déclencheurs de cette crise, notamment les CDO, ils n'ont absolument pas été interdit...au contraire au cours de l'année 2013 le marché des dérivés battait son record pré-crise du premier semestre 2008 en atteignant l'équivalent de 10 fois le PIB mondial.

Le tableau est donc loin d'être encourageant mais les résistances et les luttes victorieuses existent. Sous la pression de mouvements sociaux et syndicaux une série de grands banquiers ont dû comparaître devant les tribunaux pour répondre de leurs actes et d'ailleurs certains des copains qui se sont battus seront là pour vous en parler en fin d'après midi dans l'atelier *Never too big to jail*. Au-delà de cette bagarre juridique les chantiers vers une autre banque ou plutôt vers d'autres banques sont en route. De la création de nouvelles banques coopératives à l'avancée des revendications sur la séparation et la socialisation du système bancaire les initiatives et les idées font leurs chemins. D'ailleurs les intervenants de l'atelier « fallait-il laisser tomber les banques ? » se feront une joie de vous expliquer tout cela dimanche matin.

On le voit donc, 7 ans plus tard non seulement les véritables responsables de la crise sont loin d'avoir payé la facture mais en plus, les règles n'ayant en rien changé, les risques de nouvelles crises bancaires sont réels.

Et du côté de la pilule de l'austérité qu'on nous sert depuis maintenant 5 ans ? Les résistances ont été nombreuses. Du mouvement des Indignés aux tentatives de grèves coordonnées à l'échelle européennes en passant par les initiatives de blocage du TSCG on ne peut pas dire que le rouleau compresseur de l'austérité n'ait pas trouvé d'embûche sur son chemin. Il est néanmoins nécessaire de dresser le constat : jusqu'ici la résistance n'a pas été suffisante en tout cas pas victorieuse.

Et le constat est évidemment d'autant plus amer à la sortie de cet été 2015 qui a vu de nombreux espoirs et de nombreuses énergies se tourner du côté d'Athènes. Car depuis 5 ans c'est là que se situe le laboratoire privilégié de l'UE pour sa thérapie du choc. Là que s'applique de façon la plus violente, coupes dans les budgets sociaux, privatisations massives, détricotage du droit du travail. L'addition est lourde et l'enjeu majeur car si ça passe en Grèce, ça passera partout. Oui mais c'est là aussi que la contestation est devenue la plus grande et a débouché sur l'option électorale de Syriza en janvier dernier. Car effectivement pour beaucoup de forces progressistes cette victoire électorale a représenté un espoir, une perspective de changement de rapport de forces. Et le CADTM comme beaucoup d'autres a apporté son soutien critique à ce gouvernement. En contribuant de manière décisive au travail de la Commission pour la Vérité sur la dette publique Grecque impulsé par la

présidente du parlement Zoe Konstantopoulo et coordonnée par Eric Toussaint, le CADTM a, avec d'autres, tout tenté pour outiller le gouvernement de Syriza. Cette Commission a fourni au mois de juin dernier via son rapport préliminaire des arguments juridiques et économiques extrêmement solides qui prouvent qu'une grande partie de la dette grecque est illégitime, illégale, odieuse et insoutenable. En invoquant ces arguments et en suspendant le paiement de sa dette jusqu'à la fin des travaux de la commission, le gouvernement aurait pu profiter d'un basculement du rapport de forces. Il n'a pas fait ce choix et a préféré poursuivre la voie de la négociation avec les funestes conséquences que l'on connaît : une capitulation en bonne et due forme et pour le peuple grec la poursuite d'une austérité qui tue. Il est clair que la bataille était dure à mener car pour les créanciers il était essentiel de faire un exemple pour éviter la contagion de la rébellion. Pour faire plier le gouvernement ils ont donc mis une pression maximale, à tel point qu'ils ont dû dévoiler un peu plus aux citoyens l'ampleur de leur cynisme.

Mais les faits sont là et il s'agit aujourd'hui pour tous les mouvements sociaux de tirer les leçons de cette expérience et de s'interroger sur la meilleure stratégie à adopter pour la période qui s'ouvre. Les mouvements de gauche et la population en général sont ainsi traversés par une série de questionnements. Certains jugent, notamment, que la stratégie de convergence des luttes à l'échelle européenne ne parviendra pas à renverser ou à modifier une UE dont le libéralisme est inscrit dans le code génétique, et estiment qu'il convient de rompre avec cette Europe et sa monnaie pour refonder un internationalisme nouveau. La question mérite d'être débattue, et elle le sera nous l'espérons lors de ces trois prochains jours. Depuis près de cinq ans que ce débat prend de l'ampleur en Europe le CADTM a toujours refusé d'en faire un préalable à toute discussion. Loin de refuser le débat il s'agit plutôt de poser notre préalable: l'application d'une politique en faveur des populations et de la solidarité dans un programme réellement anti-capitaliste qui s'attaque non seulement à la question de l'annulation des dettes illégitimes mais aussi à la socialisation du système bancaire. Un préalable qui nous sert de boussole pour ne tomber ni dans le piège des replis ni dans celui des rêves illusoire.

Au-delà de ces importantes questions stratégiques le réseau CADTM ressort de cette nouvelle année de lutte avec une conviction renforcée : le travail d'éducation populaire et de mobilisation mener par les mouvements sociaux est plus que jamais pertinent et nécessaire. Et pour le CADTM l'audit constitue plus que jamais un de ces outils d'éducation populaire. Au-delà de l'expérience grecque où l'ensemble de la population a pu suivre les travaux de la Commission en direct sur la chaîne parlementaire d'autres expériences nous le montrent. Notons par exemple la mise en place officielle d'audit dans une série de grandes villes espagnoles remportées au mois de Mai par Podemos et Ganemos. Ces initiatives n'auraient jamais vu le jour sans l'énorme travail abattu par la plateforme d'audit citoyen de la dette depuis 2012. Citons également l'important travail du Comité d'Audit français qui a soutenu la lutte contre les prêts toxiques dans lequel tant de communes françaises se sont embourbées. Leur travail a non seulement permis de faire connaître cette arnaque mais a contribué à mettre la pression sur les instances nationales. Certes cette bataille est encore loin d'être gagnée, elle serait totalement perdue sans toute cette énergie déployée.

Enfin l'une des preuves marquantes c'est peut-être ces dizaines de personnes qui, touchées de près ou de loin par l'audit témoignent de se sentir plus forts et plus conscients face à des enjeux qu'ils pensaient au-dessus d'eux, pas à leurs portés.

C'est d'ailleurs cet objectif que vise le CADTM depuis maintenant 25 ans. 25 ans cette année donc, que le CADTM se bat aux côtés des peuples du monde entier pour plus de justice sociale et pour le respect de notre planète.

Au début des années 80 ceux qui allaient créer le CADTM quelques années plus tard se trouvaient personnellement confrontés à la gestion socialement désastreuse de ladite « crise de la dette de Liege ». C'est pour se battre contre les (déjà) politiques d'austérité qu'ils vont être poussés à décortiquer le système dette et vont découvrir à leurs dépens quel parfait outil de domination il faut pour assujettir des peuples à des politiques qui vont à l'encontre de leurs intérêts.

C'est donc très logiquement que ces personnes vont se réunir lorsque les conséquences dramatiques des politiques d'ajustement imposées par le FMI au nom de la dette se feront si flagrantes dans les pays du sud. Le CADTM était né.

C'est dans une évidente continuité qu'il a ajouté à cette lutte celle relative à ladite « crise de la dette au nord » car si certains mécanismes divergent la logique elle est bien la même. C'est d'ailleurs ici même lors de la première université d'été en 2009 qu'il a été décidé d'ouvrir ce nouveau front.

Et c'est dans cette lignée que le CADTM attaque aujourd'hui la question de l'endettement privé. Car des étudiants New-yorkais aux travailleuses marocaines en passant par les paysans indiens tous et toutes subissent cet outil du capitalisme qui vient ajouter à l'appauvrissement collectif, la misère individuelle.

Enfin, (mais pas des moindres) c'est parce que l'annulation de toutes les dettes illégitimes et l'abolition du capitalisme sont des conditions importantes, nécessaires mais pas suffisantes à une réelle émancipation des peuples que le CADTM se bat aux côtés de tous les mouvements qui luttent contre les oppressions qu'elles soient raciales, sexuelles ou liées à l'orientation sexuelle des individus.

Ce qu'on peut retenir des événements de ces derniers mois concernant la dette en Europe, c'est que nous avons besoin d'outils comme le CADTM, ATTAC et d'autres organisations d'où sortent des analyses et des revendications qui participent de la construction des mouvements progressistes et peuvent alimenter les décisions de gouvernements progressistes qui arriveraient au pouvoir. Mais cela ne doit absolument pas s'arrêter à cela. nous devons rester vigilants, critiques et surtout continuer à nous mobiliser car ce que nous venons de vivre nous le prouve ce n'est que par la mobilisation massive des peuples qu'un vrai changement de rapport de forces peut advenir. Nous espérons que cette université d'été sera une pierre dans la construction de ce rapport de forces.